



FONDATION POUR LES ÉTUDES ET RECHERCHES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Conférence de lancement

3 octobre 2016

14h30 - 17h00

Maison de la Chimie (28 rue Saint-Dominique, Paris)

Allier sécurité et développement – Plaidoyer pour le Sahel

COMPTE RENDU

La conférence de lancement de l'ouvrage « Allier sécurité et développement – Plaidoyer pour le Sahel » a été introduite par Patrick Guillaumont, Président de la Ferdi et modérateur de la session.

« Notre choix a été d'écouter les anthropologues, militaires, politiques et diplomates, d'oublier les points de vue que nous avions les uns et les autres au sein du groupe et de dégager un consensus respectueux des priorités et de la perception même des pays. » Patrick Guillaumont

La session s'est poursuivie par une présentation des objectifs et principales conclusions de l'ouvrage par Sylviane Guillaumont Jeanneney, présidente du groupe de travail à l'origine de son édition.

A l'origine de cet ouvrage est la volonté de combattre le pessimisme ambiant qui présente le Sahel comme une région perdue dont les populations n'auraient d'autre choix que la migration vers les pays voisins, voire l'Europe. Cette solution catastrophique montre que le coût de l'inaction serait largement supérieur au coût du développement.

L'ouvrage est l'aboutissement d'une action collective. C'est en ce sens que le groupe de travail a été formé et que de nombreuses personnalités, venant d'horizons très divers, ont été auditionnées ces derniers mois (voir listes pages 5 et 7 de l'ouvrage). Les études réalisées en annexes par Aline Brachet, Paul Collier, Michel Garenne et Camille Laville dénotent également le caractère collectif de l'ouvrage (annexes disponibles en ligne sur le site de la Ferdi).

Les principales conclusions peuvent être résumées de la manière suivante. Tout d'abord, l'idée qu'il ne faut pas seulement intervenir dans les zones de conflits mais aussi dans les régions voisines, car l'action doit être préventive autant que curative. Il faut que l'aide soutienne les Etats sahéliens (i.e. les Etats du G5-Sahel) car c'est eux qui sont d'abord responsables du développement des régions sahéliennes, et aussi les pays voisins pour pallier les effets de contagion des conflits et les aider dans l'accueil inévitable des migrants.

Ensuite, la croissance démographique des pays sahéliens restera rapide même si une politique de limitation des naissances efficace est mise en place du fait de la structure par âge de la population. Face à l'afflux continu de jeunes sur le marché de l'emploi, trois secteurs apparaissent essentiels à considérer: l'éducation, l'agriculture et la mobilité des personnes, des biens et des idées. En effet, ces dernières années les bailleurs de fonds se sont focalisés sur l'augmentation des taux de scolarisation aux dépens de la qualité des enseignements. Il en est résulté une désaffection des écoles publiques et un afflux de jeunes élèves dans des écoles coraniques, ce qui ne favorise pas la cohésion sociale. Il est donc nécessaire de remettre l'éducation publique au centre des questions de développement au Sahel. Mais l'éducation reste inutile si elle ne débouche pas sur l'emploi. Une grande partie de la population devra rester en zone rurale pour éviter une explosion de villes; c'est pourquoi la modernisation de l'agriculture et l'accès aux services de base (y compris l'accès à internet) en zone rurale sont essentiels afin que la jeunesse voit aussi son avenir dans les campagnes. .

La troisième conclusion importante de l'ouvrage est qu'une coopération entre les acteurs de la sécurité et du développement est nécessaire, notamment l'information doit être partagée, mais il faut éviter un mélange des genres, afin de laisser aux développeurs leur pleine neutralité. Au Sahel, la communauté internationale a fait de la lutte contre la menace djihadiste sa priorité alors que les populations sont plus préoccupées par l'insécurité du quotidien : banditisme, vols, viols, etc. Nous sommes arrivés à la conclusion que la communauté internationale devrait permettre l'augmentation des dépenses de sécurité des Etats sahéliens : pas seulement les dépenses militaires mais aussi les dépenses de gendarmerie, de police, alors qu'elle est traditionnellement réticente à l'augmentation de ces dépenses dans le budget des Etats aidés.

Enfin nous avons montré que la communauté internationale devrait modifier son mode d'action, être plus flexible, car il y a beaucoup d'engagements d'aide au Sahel et peu de versements. L'amélioration des capacités des administrations nationales et locales est un enjeu pour l'aide et la France, en raison de sa

proximité linguistique et institutionnelle, a une responsabilité particulière. Mais la France dépense beaucoup plus au Sahel à des fins militaires que de développement, à cause du peu de subventions dont l'AFD dispose. Il serait navrant que la France cantonne son rôle à être le gendarme de l'Afrique.

Des membres du groupe de travail ont ensuite souligné plusieurs messages primordiaux ressortant du rapport.

o De l'espoir pour le Sahel : Le rapport sort du pessimisme ambiant en montrant que le Sahel a des perspectives de croissance intéressantes. Au niveau individuel, cette notion d'espoir est très importante car c'est en l'absence de perspectives d'avenir favorable que les personnes sur place se tournent vers la violence et font naître le chaos.

o Education, agriculture et démographie : A l'indépendance, la population du Niger était de 3 millions d'habitants ; aujourd'hui, elle est de 20 millions d'habitants. D'ici 2050, la population nigérienne sera de 60 millions de personnes si des programmes de planning familial sérieux sont mis en place, ou de 90 millions si rien n'est fait. Cet enjeu est d'autant plus inquiétant que l'éducation publique est défailante et que l'agriculture sahélienne manque de modernité. Le rapport pointe du doigt la montée du fondamentalisme qui risque de se produire si l'éducation échoue au Sahel, ainsi que les conséquences que cela aurait sur la gouvernance ou encore l'immigration dans toute l'Afrique de l'Ouest.

o La gouvernance : Le combat qui est en cours pour la sécurisation et le développement du Sahel est avant tout un combat pour la gouvernance. Allier sécurité et développement est d'abord de la responsabilité des Etats sahéliens ; ensuite, les gouvernements doivent être accompagnés dans la construction institutionnelle des Etats par la communauté internationale ; Mais le partage des rôles doit être clair. Avant toute intervention, il faut que les partenaires techniques et financiers intègrent à leur stratégie l'histoire des sociétés et une analyse systématique approfondie de l'économie politique, c'est-à-dire de la fragilité, des conflits, des moteurs du changement ou des problèmes d'équité qui peuvent exister. Pour cela, les chercheurs et les opérationnels de l'aide doivent travailler ensemble.

o Adopter une approche globale : Pour comprendre les problèmes que rencontre aujourd'hui le Sahel, il est nécessaire de croiser le regard de communautés professionnelles différentes. Cette approche globale ne signifie pas que tout le monde doit tout faire à la fois (il y a des savoir-faire historiques dans des communautés professionnelles) mais qu'il est possible de travailler ensemble dans l'analyse des contextes. .

o Agir en amont : La communauté internationale est en train de comprendre que si elle n'investit pas dans le terreau économique et social des crises, elle sera dans le futur confrontée à des crises qu'elle ne sera pas capable de gérer. Il y a donc une véritable prise de conscience de l'intérêt de gérer en amont les causes profondes des conflits. Il ne s'agit pas seulement de comprendre ou de connaître les causes et les facteurs d'insécurité au Sahel, il faut aussi comprendre les dynamiques sociales et les jeux d'acteurs. A minima, l'idée est de ne pas nuire en exacerbant les conflits.

o Agir à court terme et à long terme : La communauté internationale est trop superficielle dans sa manière de faire des diagnostics et de mener des programmes d'appui aux pays. Il faut trouver un équilibre entre les actions à impact rapide et celles en faveur de développement. En plus des questions sur le volume de l'aide, il faut également rendre l'aide internationale plus flexible pour qu'elle puisse répondre aux problèmes urgents.

o Soutenir les dépenses de sécurité des pays sahéliens : Les dépenses de sécurité du Niger représentent aujourd'hui 5,7% de son PIB ; en France elles sont inférieures à 2%. Les bailleurs de fonds soutiennent le secteur de la Défense et de la sécurité de ces pays uniquement au travers de la fourniture de matériel disparate, de formation et de conseil alors qu'il faut surtout consolider les institutions régaliennes de ces pays. Pour assurer la sécurité du quotidien de la population sahélienne, il faut des forces de proximité. Or, ces

dernières mettent plusieurs années à se construire ; il faut donc que les bailleurs voient les dépenses de sécurité et les dépenses militaires comme des dépenses d'investissement.

Patrick Guillaumont a ensuite donné la parole aux responsables et anciens responsables africains et français ayant œuvré au Sahel dans le secteur public ou privé. Ces derniers ont tous indiqué être en accord avec les conclusions du rapport et ont insisté sur plusieurs éléments y figurant.

Les intervenants ont tous souligné le rôle particulier qu'a la France parmi les bailleurs de la région car, au-delà de sa connaissance approfondie du terrain, elle est capable de mobiliser les acteurs internationaux (surtout européens) pour qu'ils modifient leur attitude vis-à-vis du Sahel. En effet, malgré une mobilisation importante de la communauté internationale ces dernières années, un grave problème d'efficacité de l'aide persiste au Sahel, particulièrement en matière de soutien au secteur de l'éducation et à l'agriculture. Ce constat fait également douter de la structure et de la nature des interventions françaises dans la région : il est primordial que la France augmente sa part de dons et qu'elle retrouve une place forte dans l'aide bilatérale au détriment de son aide multilatérale. Tout cela doit être fait en concertation avec le secteur privé car les projets de développement ne sont pas finançables à 100% par le marché à cause des niveaux de revenu des pays.

Tous les intervenants ont aussi insisté sur l'existence de graves problèmes d'instabilité institutionnelle et de faiblesse de l'Etat au Sahel. Les partenaires ont un rôle important à jouer à ce niveau en matière d'accompagnement : il faut, entre autres, restructurer l'administration (en particulier au niveau intermédiaire) et susciter une véritable volonté politique de la part des Etats afin qu'ils s'approprient l'outil de sortie de crise. Cette faiblesse de l'Etat freine l'implantation du secteur privé au Sahel car les entreprises attendent un Etat expert et compétent qui va surmonter les divisions du pays et ne pas faire de clientélisme. Malgré ces problèmes de gouvernance, la communauté internationale ne peut pas se substituer aux centres de décision politique locaux. Elle doit s'adapter à la cohérence politique interne et, pour cela, l'analyse politique du contexte sahélien est essentielle. Il y a donc un immense besoin de chercheurs, sociologues, politologues et journalistes sahéliens.

Pour **Younoussi Touré, ancien Premier Ministre du Mali**, il est possible et nécessaire de développer le Sahel malgré l'insécurité. Cela nécessite seulement que les actions associent tous les acteurs : ceux de la sécurité, ceux du développement, les Etats et les institutions. La communauté internationale a longtemps refusé d'aider les forces de sécurité et de défense par peur de favoriser les coups d'états et de porter préjudice à la démocratie. Néanmoins, on sait aujourd'hui qu'un Etat ne peut pas tenir s'il ne dispose pas d'une armée conséquente avec des hommes formés et des équipements adéquats. Il faut que la position des bailleurs change à ce niveau-là ; il faut de la transparence dans les budgets des forces armées et il faut que la communauté internationale ait un œil sur ces dépenses si elle intervient pour les appuyer. En matière de sécurité et de développement, les problèmes doivent être traités au niveau régional.

Kerfalla Yansane, Ministre d'Etat auprès du Président de la République de Guinée chargé des relations avec les institutions internationales, a insisté sur les conséquences de l'insécurité d'un pays sur la stabilité de ses voisins en rappelant le cas de la Guinée au moment des crises au Sierra-Leone, au Libéria et en Côte d'Ivoire. La question d'une action militaire régionale est importante car les pays n'ont pas les moyens de lutter seuls contre les menaces terroristes. Néanmoins, elle sous-entend beaucoup de questions en matière de gouvernance et de mandat des forces armées.

Abdallah Boureima, Commissaire à la Commission de l'Union économique et monétaire des Etats d'Afrique de l'Ouest en charge du Département des Politiques économiques et de la fiscalité intérieure, a également regretté l'absence d'action militaire sous régionale.

Le Général Bruno Clément-Bollée, *Vice-Président de Sovereign Global Solutions en charge des activités de réforme des systèmes de sécurité (RSS), de désarmement, démobilisation, réintégration (DDR), ancien Directeur de la coopération de sécurité et de défense du MAEDI*, a insisté sur la nécessité d'appréhender la gestion de la sortie de crise (dans sa dimension sécuritaire) de façon globale en structurant et en coordonnant ses trois piliers : réconcilier, démobiliser et restructurer. La difficulté est que ces trois piliers doivent être démarrés dès maintenant, simultanément et en coordination. L'un des secrets du succès de la sortie de crise de la Côte d'Ivoire ou de la Guinée a été l'appropriation par les pouvoirs publics et la gestion des trois piliers selon une double dynamique : des actions de court terme aux effets visibles immédiatement par tous et des actions de long terme demandant une réflexion plus longue.

Michel Reveyrand de Menthon, *ancien Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel, ancien Ambassadeur au Mali et au Tchad*, **Etienne Giros, *Président Délégué du CIAN***, et **Jean-Michel Severino, *Gérant d'Investisseurs et Partenaires (I&P)***, ont tous les trois insisté sur le fait que c'est la proximité avec les individus qui permettra de leur redonner la confiance nécessaire à résorber la crise. Les entreprises peuvent être des acteurs locaux de terrain qui peuvent changer les choses. Il faut donc institutionnaliser le dialogue entre les trois grandes catégories d'acteurs que sont les Etats, les bailleurs de fonds et les entreprises afin de mettre en place des réunions de travail réelles, concrètes et rapides qui mettent en avant les urgences, les grands axes de développement, les actions à mettre en place, les montages financiers, etc.